

du droit à pension, n° 3478. — Le 17 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide financière exceptionnelle, des prêts à faible taux d'intérêt et des remises d'impôts aux petits et moyens viticulteurs du département de la Nièvre, n° 5018. — Le 23 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour que se réalise le vœu de la commission paritaire de la protection civile demandant une majoration de 10 points, pour l'ensemble de la hiérarchie, des indices de salaire des sapeurs-pompiers professionnels, n° 5603. — Le 17 septembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 95 bis de la loi du 28 avril 1952 modifiée, portant statut général du personnel des communes et établissements publics communaux, n° 5717.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un régime particulier de retraites en faveur des personnels actifs de police : *Ses explications de vote* [26 février 1957] (p. 1417); — du projet de loi portant réforme pour l'Algérie du régime des tutelles et de l'absence en droit musulman : *Caractère réactionnaire des mesures prévues* [12 mars 1957] (p. 1494); — du projet de loi portant assainissement économique et financier; Art 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur les économies pouvant atteindre les établissements ou organismes publics placés sous la tutelle de l'Etat : ralentissement des travaux de l'E.D.F., réduction des crédits des adductions d'eau, réduction des prêts des « castors »* [21 juin 1957] (p. 2883); *Proposition de loi communiste tendant à exonérer de la majoration du taux d'escompte de la Banque de France les constructeurs de condition modeste* (p. 2884); *Suppression de l'accession à la propriété pour les travailleurs, réduction des constructions scolaires, hémorragie humaine et financière causée par la guerre d'Algérie* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'affectation ou au détachement de fonctionnaires de l'Etat hors du territoire européen de la France : *Atteintes graves au statut de certains fonctionnaires, incidences de la guerre d'Algérie sur la diminution des demandes volontaires de mutations* [10 juillet 1957] (p. 3511); — du projet de loi sur les institutions de l'Algérie : *Octroi aux Algériens*

*d'un statut mettant sous tutelle la prétendue future « personnalité algérienne », découpage arbitraire de l'Algérie, reconnaissance du droit du peuple algérien à l'indépendance, mémoire rédigé par le parti communiste algérien à l'intention de l'O.N.U.* [26 novembre 1957] (p. 4953, 4954, 4955); — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Demandes de dépassement des maxima de taxes)* [19 mars 1958] (p. 1709); — Art. 6 : *Son amendement ayant le même objet que le précédent* (p. 1709); le retire (ibid.).

#### BAREL (M. Virgile), Député des Alpes-Maritimes (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est nommé juré suppléant de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [23 mai 1956] (p. 1956).

#### Dépôts :

Le 3 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours d'urgence aux horticulteurs floraux et maraîchers de la Côte d'Azur, dont les cultures ont été détruites par le froid, n° 293. — Le 21 mars 1956, une proposition de loi tendant à exclure du champ d'application de la taxe locale de 8,50 0/0 et de l'impôt sur les spectacles les services rendus, sans but lucratif, par les associations de sport éducatif, de tourisme, d'éducation et de culture populaire régies par la loi de 1901, n° 1323. — Le 17 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter à 50 millions de francs les subventions allouées en 1956 aux associations de tourisme populaire, n° 1464. — Le 17 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inscrire la dermite du « Largactil » au tableau des maladies professionnelles, n° 1472. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à la reconnaissance des droits au titre et au statut

de « déportés politiques » aux populations des vallées de la Roya et de la Bevera qui, par représailles, ont été transférées de force en territoire ennemi durant la période 1944-1945, n° 1486. — Le 18 avril 1956, une proposition de loi tendant à exonérer des cotisations à l'organisation autonome des pensions et allocations de vieillesse agricole les chefs d'exploitation agricole bénéficiaires de l'aide aux aveugles et grands infirmes, n° 1528. — Le 20 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires afin de garantir les risques courus par les sauveteurs des groupements du Secours en montagne, n° 1586. — Le 15 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre, en faveur des rappelés et maintenus sous les drapeaux à l'occasion des événements d'Afrique du Nord, des dispositions analogues à celles du décret du 26 septembre 1939 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, n° 1813. — Le 17 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour le rétablissement de la ligne Nice Coni, n° 1873. — Le 15 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 1586) de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires afin de garantir les risques courus par les sauveteurs des groupements du Secours en montagne, n° 2223. — Le 19 juin 1956, une proposition de loi tendant à majorer l'allocation prévue par l'article 44 de la loi n° 59-928 du 8 août 1950 en faveur de certaines veuves non remariées, n° 2252. — Le 27 juin 1956, une proposition de loi tendant à instituer un système d'encouragement à la reconstitution et à l'extension de la culture de l'olivier, n° 2377. — Le 3 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 1873) de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour le rétablissement de la ligne Nice—Coni, n° 2415. — Le 12 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 1464) de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à

inviter le Gouvernement à porter à 50 millions de francs les subventions allouées en 1956 aux associations de tourisme populaire, n° 2538. — Le 11 décembre 1956, une proposition de loi tendant à appliquer le taux général de la taxe locale aux affaires réalisées par les exploitants de restaurants et les exploitants d'hôtels dont les établissements n'entrent pas dans la catégorie des établissements de luxe et qui sont actuellement soumises au taux majoré de 8,50 0/0, n° 3509. — Le 21 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 2196) de M. Giacobbi et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le camping, n° 3664. — Le 27 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution : 1° de M. Pierre Ferrand (n° 3388) tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 7 novembre 1956 relatif à la limitation de la circulation automobile; 2° de M. Penoy et plusieurs de ses collègues (n° 3556) tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, d'une part, la liberté de circulation automobile d'une manière définitive, d'autre part, les trains supprimés du service normal S. N. C. F., n° 3685. — Le 15 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'application du décret n° 55-468 du 30 avril 1955 pour les professions dont les demandes sont en instance devant la commission permanente du tarif de la patente, n° 3766. — Le 1<sup>er</sup> février 1957, une proposition de loi tendant à autoriser tous les blessés crâniens du travail à porter un insigne spécial, n° 4005. — Le 12 février 1957, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 3721) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à restituer aux plantons des P. T. T., recrutés avant le 10 juillet 1948, le bénéfice de la parité indiciaire avec les facteurs, chargeurs, manutentionnaires et agents des lignes, n° 4096. — Le 26 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice des dispositions du décret n° 55-957 du 11 juillet 1955 aux retraités ayant été atteints par la limite d'âge entre le 24 septembre 1948 et le 1<sup>er</sup> janvier 1955, n° 4302. — Le 15 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer à Nice une cour d'appel

ou à y transporter une ou deux chambres de cour d'appel d'Aix-en-Provence, n° 4546. — Le 29 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des récentes gelées du département des Alpes-Maritimes, n° 5080. — Le 17 juillet 1957, une proposition de loi tendant à l'application rationnelle dans la commune de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) du règlement du « tout-à-l'égout », n° 5524. — Le 19 décembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aider financièrement les sinistrés des orages de décembre 1957 dans le département des Alpes-Maritimes, n° 6205. — Le 21 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aligner les traitements, les indemnités fixes et l'indemnité de résidence des cheminots du réseau des chemins de fer de la Provence sur le régime pratiqué aux chemins de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure, n° 6358. — Le 7 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager les possibilités : a) de faire bénéficier certaines catégories de passagers d'Air-France de réductions analogues à celles accordées par la S.N.C.F.; b) de développer le réseau intérieur aérien français, n° 6538. — Le 13 mars 1958, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6358) de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à aligner les traitements, les indemnités fixes et l'indemnité de résidence des cheminots du réseau des chemins de fer de la Provence sur le régime pratiqué aux chemins de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure, n° 6902. — Le 28 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à constituer une Commission en vue d'examiner les conditions de distribution des budgets de publicité d'Etat et des entreprises nationalisées et les moyens susceptibles de mettre fin à l'arbitraire actuel, n° 7061.

### Interventions :

Intervient sur la question orale de M. Cagné relative à la grève du personnel de la Radiodiffusion télévision française [4 mai 1956] (p. 1755, 1756). — Pose : à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question

orale sur la situation des jeunes soldats nés de père algérien musulman et de mère française [25 mai 1956] (p. 2023); — à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à la saisie, par la police, de l'appareil photographique d'un journaliste, témoin d'une manifestation publique [8 juin 1956] (p. 2463). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap 31-01 : *Aide à apporter aux associations de tourisme populaire; exonération de ces associations de la taxe sur les spectacles* [12 juin 1956] (p. 2495, 2496); Chap. 58-30 : *Octroi d'une subvention à l'association « Tourisme et Travail »* (p. 2520); P. T. T., Etat A, Chap. 11-20 : *Son amendement indicatif relatif à la revalorisation des indemnités de déplacement* [20 juin 1956] (p. 2806); *le retire* (ibid.); Chap. 10-20 : *Son amendement indicatif (Durée de service des receveurs distributeurs et receveurs de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe)* [22 juin 1956] (p. 2977); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 14, Etat C, INDUSTRIE ET COMMERCE, Titres III et IV : *Suppression de la subvention au Festival de Cannes* [28 novembre 1956] (p. 5226 5227); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Titres III et IV : *Situation du personnel des chemins de fer de Provence; rétablissement de la ligne Nice—Coni; difficultés de l'hôtellerie dues à la crise pétrolière* [30 novembre 1956] (p. 5335, 5336); Art. 18 : BUDGETS ANNEXES, Etats G et H : *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : Revendications des personnels de la Radiodiffusion-télévision française : Titularisations, réforme du cadre administratif, budget des œuvres sociales, accès des agents techniques aux grades de contrôleurs, émissions de Radio-Strasbourg* [7 décembre 1956] (p. 5683); — du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la construction du tunnel jusqu'au vote du projet de loi relatif à la construction de 300.000 logements par an* [24 janvier 1957] (p. 281). — Pose : à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale relative au stationnement d'unités de la marine américaine dans la rade de Villefranche-sur-Mer [15 février 1957] (p. 911); — à M. le Ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports une question orale relative à la célébration du

150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Joseph Garibaldi [26 juin 1957] (p. 3030). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, Art. 6 : *Etablissement d'un statut de la R. T. F., traitement du personnel* [26 décembre 1957] (p. 5548, 5549). — Dépose une demande d'interpellation sur le grave danger que font courir aux habitants des départements méditerranéens les séjours fréquents dans les rades de Villefranche-sur-Mer et de Golfe Juan de navires de guerre de la 6<sup>e</sup> flotte des U.S.A. armés d'engins atomiques [24 janvier 1958] (p. 234). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative aux brutalités policières dont furent victimes deux reporters photographiques le 9 octobre 1956 à Nice [28 février 1958] (p. 1139).

**BARENNE (M. Paul), Député de Seine-et-Marne (I. P. A. S.).**

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

**Interventions :**

Son rapport au nom du 6<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de l'Oise [24 janvier 1956] (p. 66). — Ses premier et deuxième rapports supplémentaires au nom du 6<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de l'Oise [17 février 1956] (p. 360, 361). — Prend part à la discussion des conclusions des rapports supplémentaires du 6<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de l'Oise, en qualité de *Rapporteur* [18 avril 1956] (p. 1315). — S'excuse de son absence [28 octobre 1957] (p. 4581), [19 novembre 1957] (p. 4875). — Obtient des congés [28 octobre 1957] (p. 4581), [19 novembre 1957] (p. 4875).

**BARRACHIN (M. Edmond), Député de la Seine [5<sup>e</sup> circonscription] (I. P. A. S.).**

Son élection est validée [7 février 1956] (p. 214). — Est nommé membre : de la Com-

mission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité consultatif constitutionnel [22 juillet 1958] (*J. O.* du 23 juillet 1958, p. 6843).

**Dépôts :**

Le 2 mars 1956, une proposition de loi tendant à instituer un scrutin départemental à deux tours pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, **n° 968**. — Le 6 mars 1956, une proposition de loi tendant à donner aux diminués physiques la possibilité d'accéder à la fonction publique, sans que leur infirmité puisse constituer un obstacle éliminatoire, **n° 1033**. — Le 21 juin 1956, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur l'installation, à la salle des séances de l'Assemblée Nationale, d'un système électrique de votation (application de la résolution n° 345, adoptée par l'Assemblée Nationale le 27 mai 1952), **n° 2279**. — Le 3 août 1956, une proposition de loi portant révision des articles 49 et 50 de la Constitution pour assurer la stabilité gouvernementale, **n° 2792**. — Le 24 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 12, 16 et 34 du Règlement afin de porter de 14 à 28 le nombre des députés nécessaire pour constituer un groupe à l'Assemblée Nationale, **n° 5631**. — Le 3 décembre 1957, une proposition de loi tendant à instituer un scrutin d'arrondissement avec représentation proportionnelle sur le plan national, **n° 6057**. — Le 21 février 1958, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 6587) de MM. Brocas et Jean-Paul David tendant à faciliter l'élaboration d'un texte de loi instituant un nouveau mode de scrutin, **n° 6695**.

**Interventions :**

Dépose une demande d'interpellation sur la révision de la Constitution et la modification